Sur les pas de George Orwell

monde-diplomatique.fr/2019/01/LENOIR/59397

1 janvier 2019

janvier 2019

À Wigan, dans l'Angleterre de l'austérité

Présenté comme une simplification par la fusion d'allocations diverses, le «crédit universel» britannique plonge de nombreux foyers vulnérables dans le désarroi. Sur les quais de Wigan, dans le Lancashire, ce fiasco s'ajoute à la décomposition sociale due à quatre décennies de libéralisme. Comme au temps où George Orwell arpentait ces lieux, nombreux sont aujourd'hui les Anglais emmurés dans la pauvreté.

par Gwenaëlle Lenoir

Il fallait bien commencer par le début : Darlington Street, Wigan, Lancashire. La description de la pension située au 22 de cette rue ouvre *Le Quai de Wigan* (1). Ce récit de George Orwell, encore méconnu aujourd'hui en France, fut un succès d'édition au Royaume-Uni dès sa publication, en mars 1937, par l'éditeur Victor Gollancz. Il reste de bon ton d'avoir dans sa bibliothèque, à défaut de l'avoir lu, ce tableau précis et cruel de la condition ouvrière durant la Grande Dépression en Angleterre — celle du Nord-Ouest, des terrils et des manufactures, des puits, des galeries et des crassiers.

En cet hiver 1936, Orwell réside quelques jours chez les Brooker, tenanciers d'une pension miteuse et d'une boutique de tripes également miteuse dans le quartier de Scholes. Il en est suffisamment marqué pour que le 22 Darlington Street occupe le premier chapitre de son livre. Saleté, promiscuité, petitesse des logeurs, misère des pensionnaires (exténués par les travaux harassants et mal payés, harcelés par les organes de contrôle administratif)… Voici pour Orwell un condensé de son périple dans cette région où à la dureté des conditions de travail s'ajoute celle du chômage. Il décrit les *«dédales infinis de taudis»,* les *«arrière-cuisines sombres où des êtres vieillissants et souffreteux tournent en rond comme des cafards».* Et assène : *«On se doit de voir et de sentir — surtout de sentir — de temps à autre de tels endroits, pour ne pas oublier qu'ils existent. Encore qu'il vaille mieux ne pas y séjourner trop longtemps.»*

La boutique de tripes a été rasée. Plus loin, sur un terre-plein au gazon joyeux, une plaque presque invisible rappelle le passage de l'écrivain. Sous la bruine d'une fin d'été 2018, Darlington Street n'est guère pimpante. Pas vraiment sinistre non plus. Et très longue. Les rangées impeccables de maisons en brique rouge à un étage semblent s'étirer jusqu'à l'horizon. Toutes identiques. Quoique, à y bien regarder, certaines peintures de porte soient plus écaillées que d'autres; certaines fenêtres abritent des fleurs en plastique. Les rez-de-chaussée sont parfois occupés par des boutiques — pour la plupart définitivement fermées : rideau de fer baissé, plaques de bois occultant les vitrines. Parmi les rares survivantes, des échoppes proposent à la fois pizzas, hamburgers et kebabs. Les boiseries vert printemps d'une enseigne de bookmaker attirent l'œil. La misère ne saute pas aux

yeux, et Orwell, aujourd'hui, ne verrait pas à l'arrière d'une maison cette femme qui *«comprenait aussi bien que moi l'atrocité qu'il y avait à se trouver là, à genoux dans le froid mordant sur les pierres glissantes d'une arrière-cour de taudis, à fouiller avec un bâton un tuyau de vidange nauséabond».* Les maisons sont toujours là, collées dos à dos, et mitoyennes, sur des rangées de centaines de mètres. Leurs minuscules cours sont parfois ornées de rosiers et ouvrent sur des trottoirs larges, propres et arborés.

Le Scholes de 2018 demeure un quartier pauvre. Plus de 17% de la population de Wigan bénéficiait d'une allocation de l'État en 2011 (2), contre 13,5% au niveau national, et 16% vivait dans un logement social, contre 9% pour l'ensemble du pays. Et Scholes fait partie des quartiers les plus déshérités de cette ville déshéritée. Orwell dépeignait les *«cités ouvrières dont la totalité des occupants subsistent uniquement grâce aux comités d'assistance publique, créés en 1930, et aux allocations de secours».* Aujourd'hui, Mme Barbara Nettleton, fondatrice de l'association communautaire Sunshine House («maison du rayon de soleil»), estime indispensable d'apprendre aux habitants qu'*«il n'y a pas de honte à être pauvre».*

Les mineurs, ces «splendides types d'humanité»

Les années ayant suivi la seconde guerre mondiale n'auront finalement été qu'une parenthèse. Les mines de charbon, les filatures de coton, les aciéries tournaient à plein régime, et Londres mettait en place l'État-providence. *«Enfant, je n'avais pas besoin de réveil le matin, parce que j'entendais la sonnerie de l'usine textile d'à côté,* se souvient Mme Nettleton. *Vous pouviez quitter un boulot le matin et en trouver un nouveau l'après-midi.»*

«Le premier bruit du matin, c'est le pas des ouvrières et le son de leurs galoches dans la rue pavée», écrit Orwell. *«Nous étions un centre industriel très actif. Il y avait des scieries, du textile, de la mécanique, des mines. Matin et soir, on entendait le raclement des sabots des ouvriers qui allaient au travail ou qui en revenaient,* raconte M. Les Bond, ouvrier à la retraite, en évoquant sa ville d'Accrington, à cinquante kilomètres de Wigan. *Et puis, dans les années 1960, les ouvriers ont pu emprunter pour acheter des maisons. C'est fini, tout ça. Toutes les industries sont parties.»* Désindustrialisation, mondialisation, néolibéralisme : cette région, de Liverpool à Sheffield en passant par Manchester, ne s'est pas relevée des années Thatcher (3).

«L'échec de la grève des mineurs de 1984-1985 a porté un coup sévère à la classe ouvrière», déplore M. Gareth Lane, de la Bakers, Food and Allied Workers' Union (BFAWU, syndicat de l'industrie alimentaire), bien qu'il soit trop jeune pour l'avoir vécue. *«Nous avons du mal à remonter la pente et à organiser les travailleurs.»* Car, du bastion industriel, il ne reste rien. Même la mémoire semble en avoir été effacée, sauf chez les anciens et les militants. *«Les mines, les mineurs? Mais j'ai à peine 30 ans, moi! Que voulez-vous que je vous en dise?»,* s'exclame un jeune vendeur de voitures en sirotant une bière au club des mineurs d'Astley. Sans doute n'a-t-il même jamais remarqué, au-dessus du bar, les assiettes décorées à la gloire des mineurs. Sur l'une d'elles, cette phrase : *«Despite pitfalls, some good, some bad, I'm proud to be a mining lad»* — que l'on peut traduire ainsi : *«Quand on va au charbon, c'est parfois pour le meilleur et parfois pour le pire; malgré ça, je suis fier d'être un gars de la mine.»* Elle entoure les trois attributs symboliques du métier : le casque, les galoches et la

lampe. Orwell se faisait l'écho de cette fierté, lui qui professait son admiration, après y être lui-même descendu, pour ces *«splendides types d'humanité»* capables de travailler dans l'enfer du charbon.

Le George Orwell du *Quai de Wigan* n'a pas bonne presse par ici. Dès la sortie du livre, en 1937, certains lui ont reproché d'avoir noirci le tableau. Jerry Kennan, un mineur au chômage, militant politique et «guide» d'Orwell, avait affirmé à l'époque que l'écrivain avait délaissé ses premiers logeurs, pas assez misérables à son goût, pour les Brooker, plus conformes à l'image de crasse et de pauvreté qu'il recherchait. Cette accusation viendrait en fait d'une blessure d'amour-propre de Kennan, qui n'a pas reçu d'exemplaire dédicacé. Le *Journal* d'Orwell montre que c'est une maladie inopinée de sa première logeuse qui l'a conduit chez les vendeurs de tripes. Mais peu importe : la légende est tenace, et reprise avec délectation par nombre de commentateurs jusqu'à aujourd'hui. Il convient de faire oublier Orwell, et surtout de dire que tout cela est dépassé, bon pour les oubliettes de l'histoire.

«Il n'y a plus de travail, mais la pauvreté est restée»

Cette histoire-là, Brian, fils, petit-fils et arrière-petit-fils de mineur, rencontré dans un pub d'Accrington, l'a étudiée. Il voulait même en faire son métier. Il est aujourd'hui ouvrier à plein temps dans une usine qui fabrique des vérandas, et en rigole : *«Sept ans d'études d'histoire et voilà où ça mène : ici!»* Il s'estime tout de même chanceux. Ses copains d'enfance, trentenaires comme lui, sont soit partis, soit au chômage, soit précaires. *«Les chargeurs qui travaillaient à moitié nus au fond de la mine décrite par Orwell sont aujourd'hui remplacés par les chômeurs des* jobcentres [le service public de l'emploi] *ou par les travailleurs à contrat "zéro heure"! La différence avec l'époque d'Orwell, c'est qu'il n'y a plus de travail. La pauvreté, elle, est restée! Elle est incrustée ici.»*

Les deux ou trois rues piétonnes proprettes des centres-villes de Wigan, Sheffield ou Accrington n'y changent rien : la pauvreté suinte des anciennes villes industrielles. Les habitants vont faire leurs courses dans les supermarchés alimentaires spécialisés dans les rabais. On est ici au pays des magasins où tout coûte 1 livre sterling (pound, un peu plus de 1 euro) : Poundland, Poundstretcher, Poundworld… Pour les vêtements et les accessoires, les habitants s'adressent aux boutiques de charité comme celles de l'Armée du salut. Pour les ordinateurs, bijoux et téléphones d'occasion, les Cash Shops ou Cash Converters vendent des produits mis au clou par les désargentés. L'œil d'Orwell, aujourd'hui, serait attiré non par le noir de la poussière de charbon qui maculait tout, mais par les couleurs criardes de ces vitrines, d'autant plus vives que les produits sont de mauvaise qualité. L'écrivain décrirait probablement les BrightHouse, enseignes de location-vente de meubles et d'électroménager à la réputation sulfureuse installées en plein centre-ville, en face de la mairie d'Accrington, ou en face du grand centre commercial situé à deux pas des rues piétonnes de Wigan. Leur clientèle : les plus pauvres et les plus vulnérables, selon les autorités financières britanniques elles-mêmes (4).

Les BrightHouse ne cherchent pas à soigner les apparences. La peinture de la vitrine est écaillée, la moquette élimée. Aucune grande marque parmi les machines à laver, les écrans plats, les cuisinières ou les canapés mis en location-vente. Mais les taux d'intérêt sont exorbitants : pas moins de 69,9% lorsqu'on les calcule sur une année. Prenez un lave-linge

d'une capacité de six kilogrammes, d'une marque très modeste : l'étiquette indique 180,50 livres sterling (206 euros). Mais BrightHouse s'adresse en premier lieu aux personnes qui ne peuvent pas débourser cette somme en une fois, et qui doivent payer à tempérament. Le principe est simple : plus vous êtes pauvre, plus vous payez, et vous finissez par payer très cher. Le même lave-linge vous reviendra à 535 euros si vous optez pour des traites de 3,40 euros par semaine sur 156 semaines, soit trois ans. La télévision à 374 euros sera finalement payée 890 euros à raison de 5,70 euros par semaine sur trois ans. Sans compter l'assurance. La chaîne est prospère : 270 magasins dans tout le Royaume-Uni. Des milliers de familles y signent des contrats.

La généralisation des contrats «zéro heure»

Mme Lissa P. (5) s'en mord encore les doigts. Cette jeune femme de 25 ans, cheveux violets, piercing et pantalon de sport, n'a jamais travaillé. Atteinte de la maladie de Crohn, diagnostiquée alors qu'elle était enceinte de sa première fille, à 17 ans, elle touche une allocation d'invalidité de 342 euros toutes les deux semaines, à laquelle s'ajoutent 342 euros d'allocation maladie mensuelle. Son compagnon reçoit, lui, 250 euros par semaine d'allocation chômage. Ils habitent avec leurs quatre enfants un logement social à 91 euros par semaine, sans compter les factures, et il est bien difficile de boucler les fins de mois. *«Résister aux demandes des enfants en permanence est épuisant,* soupire-t-elle tandis que ses gamins turbulents jouent à la balle au milieu des bancs de l'église où nous la rencontrons. *Alors, quand ma cuisinière m'a lâchée, je me suis laissée aller. J'ai eu envie d'une cuisinière neuve. Je suis allée à BrightHouse, et puis j'ai aussi craqué pour une télévision de quarante-deux pouces. C'était 34 euros par semaine pour le tout, sur deux ans; je pensais que ça allait marcher.»* Un imprévu, un accident de paiement, et elle n'est plus couverte par l'assurance. La télévision est tombée en panne. Elle doit continuer à la payer jusqu'au bout.

Des histoires comme celle-là, la révérende Denise Hayes (6) peut en raconter par douzaines. Divisée en deux par de hautes portes, son église de Saint Barnabas, à Wigan, sert à la fois de lieu de culte et de centre communautaire : café et thé gratuits, tables et chaises, coin salon avec canapés, billard, jeux pour les enfants, petite épicerie à très bas prix. Y passent chaque après-midi des mères et des pères de famille, des chômeurs, des travailleurs précaires, des alcooliques, des drogués, des désespérés — autant dire presque toute la population de la paroisse de Saint Barnabas, 3 600 âmes. *«Quand je suis arrivée dans ce quartier, il y a quatre ans et demi, la situation était mauvaise. Elle est pire aujourd'hui,* assène Mme Hayes. *Avant, déjà, il était difficile de savoir quel était le problème principal : le manque de travail, les emplois précaires, les bas salaires, le manque de qualification et de formation…? Maintenant, les autorités ont ajouté encore une épaisseur à la misère : la réforme des allocations.»*

Une seule allocation versée chaque mois, le «crédit universel», doit en remplacer six, dont les allocations chômage, logement, invalidité et famille, versées pour certaines chaque semaine, pour d'autres chaque mois, deux fois par mois ou, pour le logement, directement au propriétaire (privé ou bailleur social). Adoptée par les conservateurs en 2013, mise en place progressivement, cette mesure est vilipendée de toute part. Inadaptée aux besoins des populations concernées, mal fagotée, avec des ratés incessants, elle terrorise

littéralement Tony, qui élève seul ses quatre enfants : *«Je dois passer au crédit universel et je ne sais pas du tout comment je vais gérer ça»,* raconte cet ouvrier agricole au chômage depuis huit ans, tandis que sa petite dernière gigote dans ses bras sur un des sièges de l'église de Saint Barnabas. *«Déjà, j'ai du mal avec mes enfants qui réclament toujours quelque chose,* ajoute-t-il. *Ce sera encore plus difficile de leur résister, avec tout cet argent en début de mois.»* Tony touche 250 euros chaque lundi, *«dont 107 euros qui vont directement chez mon bailleur social».* Il achète la nourriture de la famille au moins cher, *«surtout des burgers, des patates et des pâtes»,* et a déjà du mal en fin de semaine.

Howard Barlow. — Wigan, Lancashire, Angleterre, 2011

Photo12 - Alamy

Les ouvriers du *Quai de Wigan* payaient leur gaz au *meter* (compteur), en glissant des pennies dans l'appareil. Rien n'a changé, ou presque. Tony utilise une carte prépayée : *«Avant, je réglais à la facture, mais, une fois, je n'ai pas payé et j'ai failli me faire couper le gaz. Du coup, avec cette carte, je ne consomme que ce que je peux m'acheter comme gaz et comme électricité.»* Un sourire grimaçant étire sa bouche presque totalement édentée : *«Parfois, il fait froid dans la maison.»* Mme Hayes assure que 90% de ses paroissiens utilisent cette forme moderne de *meter.* Et elle comprend l'angoisse de Tony : *«Le passage au crédit universel se fait n'importe comment. Ici, beaucoup de gens vivent des allocations depuis des années. Recevoir en une fois une somme importante est difficile à gérer. Mais le pire, c'est le délai du passage au versement unique : il y a une soudure de cinq, voire de dix ou onze semaines. Pendant ce laps de temps, les gens ne touchent rien. Du coup, ils empruntent. Aux amis quand ils ont de la chance, ou aux usuriers. Et c'est une spirale : ils ne réussiront jamais à combler ce trou.»*

Certains accumulent les difficultés. Ceux, par exemple, qui doivent s'acquitter, en plus du reste, de la *spare bedroom tax,* rebaptisée dès son adoption en 2013 *bedroom tax* (taxe sur la chambre à coucher). Prenons une famille avec deux enfants habitant un logement social de trois chambres. L'aîné quitte le domicile. Sa chambre, désormais libre ou occupée de temps à autre, est considérée comme superflue par le bailleur social. La famille verra donc son allocation logement diminuer de 14%. Avec deux pièces «en trop», la baisse est de 25%. Même chose s'il y a dans la famille deux enfants de même sexe : ils peuvent partager la même chambre. *«L'idée est de pousser les gens à abandonner leur logement pour un plus petit,* analyse Mme Hayes. *Mais il y a pénurie de logements sociaux, alors les gens ne partent pas.»* Beaucoup de locataires se retrouvent avec des arriérés de loyer. Puis sont expulsés. *«Ces personnes ont une vie chaotique; l'administration la rend encore plus chaotique. On dirait que c'est fait exprès!»,* fulmine la révérende.

Ici comme ailleurs, aujourd'hui comme dans les années 1930, toucher des allocations, aussi faibles soient-elles, fait de vous un profiteur, un assisté. *«Dans les classes moyennes, on continuait à parler de "ces fainéants qui se tournaient les pouces aux frais du contribuable" et à dire qu'ils "trouveraient tout le travail qu'ils voudraient s'ils se donnaient la peine d'en chercher"»,* écrivait George Orwell. *«Coupons les allocations à ceux qui refusent de travailler»,* lançait le dirigeant conservateur David Cameron lors de sa campagne victorieuse de 2010, qui lui permit de devenir premier ministre — jusqu'au vote sur le Brexit. Obtenir une allocation chômage et la garder relève de la course d'obstacles. David, la petite

trentaine, comptable, fait encore des cauchemars des formulaires de cinquante à cent pages à remplir et de l'opacité d'un système intrusif : *«Pour le montant de votre allocation, ils regardent où vous vivez, avec qui, si vous avez des enfants, et ils décident de ce dont vous avez besoin. Parfois, ce qu'ils vous donnent ne suffit même pas pour la nourriture, pour les tickets de bus, pour vous rendre à une de leurs convocations ou à un entretien d'embauche!»*

David travaille aujourd'hui seize heures par semaine pour Sunshine House, l'organisation de Mme Nettleton. Il doit prouver qu'il cherche activement un plein-temps pendant les dix-huit autres heures… *«Je dois trente-quatre heures par semaine au* jobcentre *»,* soupire le jeune homme. Orwell en 1936 évoque le *means test,* ou «test de ressources», outil de surveillance de l'ensemble des revenus du ménage d'un chômeur. Instauré en 1931, il fut *«l'une des institutions les plus détestées du pays pendant l'entre-deux-guerres»* (7). Aujourd'hui, le docteur Aneez Esmail, médecin généraliste depuis trente ans et chercheur à l'université de Manchester, s'étrangle : *«J'ai beaucoup de patients qui souffrent de pathologies mentales, comme de graves dépressions. Certains touchent depuis dix ans l'allocation d'invalidité. Brutalement, l'administration leur dit qu'ils peuvent travailler et qu'ils doivent chercher un emploi! Mais ces gens en sont incapables!»*

Ian, lui, a été cariste pendant trente-cinq ans. Il s'est réveillé un matin incapable de bouger. *«Arthrite»,* ont diagnostiqué les médecins. Le voilà en invalidité, avec l'allocation afférente. *«Au début, ils m'ont fichu la paix. Et maintenant, ils considèrent que je peux travailler puisque je ne suis pas paralysé des bras! Ils m'ont fait suivre une formation d'employé de bureau. Même avec des béquilles, on peut utiliser un ordinateur»,* ironise-t-il derrière le comptoir de la réception de Sunshine House, où il travaille bénévolement dans le cadre de cette reconversion. Seulement, il a plus de 50 ans : *«Les entreprises, quand elles voient mon CV, entre mon handicap et mon âge, elles passent directement au suivant!»*

Comme beaucoup de ses confrères originaires du sous-continent indien, le docteur Esmail a fait une grande partie de sa carrière de généraliste dans les quartiers les plus populaires, délaissés par les médecins britanniques. Dans son cabinet et lors de ses visites à domicile, il voit la misère s'approfondir depuis 2008 et l'introduction des politiques d'austérité, et peu lui chaut les 4% de chômage en août 2018 dont se vante le gouvernement conservateur : *«Je n'ai jamais vu autant d'inégalités, ni un si grand dénuement. Lorsque j'étais étudiant, à Sheffield, les mineurs avaient de la fierté, et de l'espoir pour leurs enfants. Aujourd'hui, certains de mes patients n'ont pas de quoi payer les funérailles d'un parent! Le lot de la plupart d'entre eux, c'est le chômage ou des boulots dévalorisés et mal payés.»* Envolées les mines, les filatures, les aciéries : les emplois d'aujourd'hui à Wigan, Sheffield, Accrington ou Manchester, ce sont les entrepôts des grosses sociétés de vente en ligne et les enseignes de restauration rapide. Des emplois non qualifiés, la plupart du temps payés au salaire minimum, soit 8,94 euros brut l'heure. Jill, 53 ans, s'est résolue à postuler chez Amazon. Elle trouve les conditions pénibles — salaire bas, temps de trajet très long : *«Avec les coupes dans les budgets publics, il y a moins de bus. Je dois en changer deux fois. Le trajet me prend une heure et demie à l'aller et autant au retour.»* Mais c'est un travail à temps plein. Toujours mieux que les contrats «zéro heure» auxquels elle était abonnée ces dernières années.

Introduits par l'entreprise McDonald's dans les années 1980, les contrats «zéro heure» se sont généralisés après la crise de 2008. Sans définition légale, ils se sont étendus à tous

les secteurs d'activité et sont de fait reconnus par l'État : depuis 2014, un chômeur ne peut en refuser un, sous peine de voir son allocation suspendue (8). *«C'est un contrat sans garantie horaire,* explique M. Lane, le syndicaliste de la BFAWU. *L'employeur vous fait travailler à sa guise, autant d'heures qu'il juge nécessaire. Ça peut être cinquante heures cette semaine et zéro la suivante. Vous êtes prévenu au dernier moment et vous n'avez rien à dire.»* Lui-même a quitté l'école à 16 ans, avant de passer par ce type de contrats *«pour des dizaines d'employeurs».* En général, l'embauche se fait par l'intermédiaire d'une agence de placement, ce qui fragilise encore plus le salarié. *«Pendant la Grande Dépression, les travailleurs allaient faire la queue sur les docks, et les employeurs venaient embaucher ceux dont ils avaient besoin. On est revenu à ça — en pire. Les manageurs font la même chose, mais ça passe par le téléphone, alors les gens sont très isolés»,* enrage celui qui tente, depuis deux ans, d'organiser les travailleurs de chez McDonald's avec le mouvement des grèves tournantes, surnommées «McStrike» («McGrève»). Les contrats «zéro heure» rendent la vie incertaine : impossible de prévoir quoi que ce soit, y compris des loisirs avec les enfants; impossible de planifier la moindre dépense. Orwell, à coup sûr, aurait inclus ceux qui y sont enchaînés dans le cercle de *«tous ceux qui travaillent, mais qui, du point de vue pécuniaire, pourraient tout aussi bien être chômeurs, étant donné que le salaire perçu ne saurait en aucun cas être considéré comme un salaire permettant de vivre décemment».*

Un appartement d'une pièce coûte jusqu'à 850 euros

Quant à payer une caution et trouver un logement ailleurs que dans le parc social, autant ne pas y penser. Un appartement d'une pièce peut coûter jusqu'à 850 euros, charges non comprises, dans un quartier défavorisé de Manchester. Comment s'étonner, dès lors, que deux salariés à plein temps et avec un contrat normal doivent vivre dans le foyer pour sans-abri de Salford, dans la banlieue de la ville? Caché derrière un centre médical, l'asile de nuit en brique noire jouxte une église pentecôtiste. Ce samedi-là, le couple est au travail et Justin, qui nous reçoit au foyer, taira tout de ces résidents, *«par pudeur».* L'asile est le seul du sud de Manchester qui soit ouvert sept jours sur sept, douze mois sur douze, et mixte. Pour chaque personne hébergée, le foyer reçoit 114 euros par semaine de la caisse nationale d'allocations. Dans le réfectoire, une dizaine d'hommes de tous âges — le plus jeune au visage couvert d'acné, le plus vieux à l'allure de père Noël, longue barbe et queue-de- cheval blanches, rondeurs débonnaires — et deux femmes sont assis à des tables rondes. Une silhouette enveloppée dans une couverture est allongée sur le canapé du salon, entre la télévision allumée et le billard auquel personne ne joue. Dans la journée, le dortoir est fermé. Justin ne l'ouvrira pas avant 21 h 30, pour le sermon religieux. L'extinction des lumières et la fermeture des portes se font à 22 heures; il faut quitter le dortoir à 6 heures. Trente hommes et femmes se partagent la vaste pièce, sans aucune intimité. Les lits sont alignés au cordeau, tous exactement semblables, à l'exception d'ours en peluche sur deux d'entre eux occupés par des femmes. Quand le foyer doit refuser du monde, et c'est le cas en permanence, Justin fournit un duvet et conseille d'aller s'installer au McDonald's du coin, ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. *«Mais ils ne doivent surtout pas s'endormir, sinon ils sont virés.»*

L'impact de l'austérité et des coupes budgétaires sur les personnes les plus fragiles est très grave, assure le docteur Esmail : *«L'obésité est un des marqueurs de la pauvreté. De plus en plus de personnes développent des diabètes. Que nous combattons avec des*

médicaments hors de prix, alors que la maladie est due à l'obésité, elle-même due à la pauvreté! C'est absurde!» Certes, la pauvreté extrême qui existait du temps d'Orwell a reculé; les gens ne meurent plus de faim. Mais les pauvres sont de plus en plus nombreux. *«Et de plus en plus désespérés,* ajoute-t-il. *Nous avons fait du désespoir un mode de vie.»*

Gwenaëlle Lenoir

Journaliste, auteure de *Petites Morts à Gaza,* Nuits blanches, coll. «Polar», Paris, 2011.

(1) George Orwell, *Le Quai de Wigan,* 10/18, Paris, 2000.

(2) Recensement de 2011; le prochain aura lieu en 2021.

(3) Margaret Thatcher, première ministre conservatrice, au pouvoir de 1979 à 1990.

(4) La société BrightHouse a fait l'objet d'une enquête de l'autorité de réglementation des sociétés financières, qui a jugé qu'elle n'était pas un *«prêteur responsable». Cf.* Hilary Osborne, «Révélations sur les placements secrets de la reine d'Angleterre aux îles Caïmans», *The Guardian* (Londres) traduit par *Le Monde,* 5 novembre 2017.

(5) Le prénom a été changé à sa demande.

(6) Dans la religion anglicane, les femmes peuvent être ordonnées prêtres.

(7) *Cf.* Stephanie Ward, *Unemployment and the State in Britain : The Means Test and Protest in 1930s south Wales and north-east England,* Manchester University Press, 2013.

(8) *Cf.* Jacques Freyssinet, «Royaume-Uni. Les contrats "zéro heure" : un idéal de flexibilité?», *Chronique internationale de l'IRES,* n° 155, Institut de recherches économiques et sociales, Paris, février 2017.

Écouter cet article

Écouter cet article

6:15 • Lu par Arnaud Romain

janvier 2019, pages 20 et 21

COMMENT L'ÉTAT CHINOIS NOTE SES CITOYENS

Le Monde diplomatique

Quand tout remonte à la surface

Un capitalisme de surveillance

La Russie s'affirme en mer Noire

Vous êtes lecteur, devenez Ami !

Quand **tout remonte** à la surface; **dossier «gilets jaunes»** : le soulèvement français; un capitalisme de **surveillance**; la **Russie** s'affirme en mer Noire; déplorer les **inégalités**, ignorer leurs causes; bons et mauvais **Chinois**; qui arrêtera le **pendule argentin**? La vie rêvée des **«repats» guinéens**; à Wigan, sur les pas de **George Orwell**; et la SDN rejeta l'**«égalité des races»**; **«Sapiens»**, décryptage d'un succès planétaire; inventer un **journal** de combat; la **Révolution** sans révolution (…)

À la « une »

-
  -
    Un capitalisme de surveillance

    Shoshana Zuboff, janvier 2019

    L'industrie numérique prospère grâce à un principe presque enfantin : extraire les données personnelles et vendre aux annonceurs des prédictions sur le comportement des utilisateurs. Mais, pour que les profits croissent, le pronostic doit se changer en certitude. Pour cela, il ne suffit plus de prévoir : il s'agit désormais de modifier à grande échelle les conduites humaines. →
  -
    En kiosques : **janvier** 2019

    Quand **tout remonte** à la surface; **dossier «gilets jaunes»** : le soulèvement français; un capitalisme de **surveillance**; la **Russie** s'affirme en mer Noire; déplorer les **inégalités**, ignorer leurs causes; bons et

mauvais **Chinois**; qui arrêtera le **pendule argentin**? La vie rêvée des **«repats» guinéens**; à Wigan, sur les pas de **George Orwell**; et la SDN rejeta l'**«égalité des races»**; **«Sapiens»**, décryptage d'un succès planétaire; inventer un **journal** de combat; la **Révolution** sans révolution (…)

- Quand tout remonte à la surface

  Serge Halimi, janvier 2019

  Avec les «gilets jaunes», un pouvoir trop sûr de lui et prétendant servir de modèle à l'Europe a dû céder devant la révolte de groupes sociaux jusque-là peu mobilisés collectivement. En un mois, transports, fiscalité, environnement, éducation et démocratie représentative ont été remis en cause. →

- Pour Julian Assange

  S. H. (Serge Halimi), décembre 2018

- La puissance insoupçonnée des travailleuses

  Pierre Rimbert, janvier 2019

  La présence sur les ronds-points d'une forte proportion de femmes des classes populaires a frappé les observateurs. Ces travailleuses font tourner les rouages des services essentiels : santé, éducation. Au-delà du soulèvement de cet automne, elles représentent le pouvoir ignoré du mouvement social. →

- L'engrenage de la guerre

  Philippe Pons, décembre 2018

- Des armes controversées

  Julien Baldassarra, janvier 2019

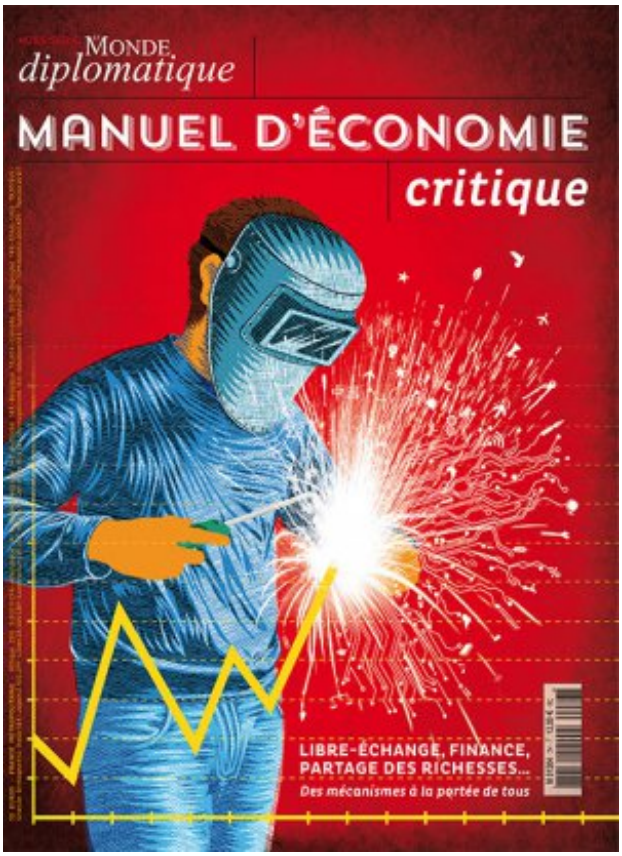
  Outre les neuf morts recensés (huit personnes renversées par des véhicules et une femme de 80 ans qui a reçu une grenade lacrymogène chez elle), plusieurs centaines de manifestants, pour beaucoup pacifiques, ont été blessés lors des mobilisations de novembre et décembre. Nombre d'entre eux ont été victimes de l'agressivité des forces de l'ordre — qui ont également compté des blessés dans leurs rangs. Mais aussi de l'entêtement (...) →

- La vie rêvée des «repats» guinéens

  Abdoul Salam Diallo & Raphaël Godechot, janvier 2019

Avec la croissance, l'Afrique assiste à un «retour des cerveaux». Dans un État comme la Guinée, qui compte près de cinq millions de résidents à l'étranger et où 64% de la population a moins de 25 ans, ce phénomène alimente un espoir de redressement économique. Mais il suscite aussi des déceptions, car il met en lumière les faiblesses structurelles de l'État. →

- Dossier «Gilets jaunes», le soulèvement français janvier 2019



Manuel d'économie critique

Équations impénétrables, courbes énigmatiques, raisonnements nébuleux… L'économie dominante invite à un double renoncement : devant les difficultés techniques d'un univers réservé aux experts, d'une part; devant des «lois» scientifiques immuables, de l'autre.

Le contre-manuel du *Monde diplomatique* entend inverser cette logique. Son ambition? Rendre l'économie accessible au plus grand nombre et en souligner la nature politique. Bref, rappeler que, comme la chose publique, l'économie est l'affaire de tous. Et permettre à chacun de s'en emparer.

Au programme de première et de terminale.

Disponible sur la boutique en ligne